



**MINISTÈRE
DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
général**

MODERNISATION DE L'ÉTAT ET DÉCENTRALISATION

(Direction générale de la comptabilité publique, 1968-1984)

Répertoire numérique détaillé

établi par Christophe LOY

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières

Savigny-le-Temple

2023

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002).

Sommaire

| | |
|--|----------|
| Modernisation de l'État..... | <u>6</u> |
| Organisation comptable de l'État..... | <u>6</u> |
| Simplification des procédures d'octroi d'aides aux entreprises..... | <u>6</u> |
| Le système automatisé de gestion administrative (SAGA)..... | <u>6</u> |
| Accélération des paiements publics..... | <u>6</u> |
| Automatisation et mécanisation aux ministères de l'agriculture, des transports, des anciens combattants, de la coopération et de la justice..... | <u>6</u> |
| Système d'information sur les organismes publics et les établissements administratifs..... | <u>7</u> |
| Conseil National de la Statistique (CNS) | <u>7</u> |
| Analyses financières des collectivités locales..... | <u>7</u> |
| Opération Pilote Ministérielle sur les Données Administratives (OPIDA)..... | <u>7</u> |
| Décentralisation et déconcentration..... | <u>8</u> |
| Répartition des compétences entre l'État et les collectivités locales..... | <u>8</u> |
| Problèmes posés par la déconcentration..... | <u>8</u> |
| Finances locales, VIIème et VIIIème plans..... | <u>8</u> |
| Comité national de liaison (CNL), aides aux entreprises en difficulté..... | <u>8</u> |

Référence

B-0082946/1 - B-0082972/1

Niveau de description

Dossier

Intitulé

Modernisation de l'État et décentralisation

Dates extrêmes

1968-1984

Noms des principaux producteurs

Direction générale de la comptabilité publique

Importance matérielle

27 boîtes soit 3,24 mètres linéaires.

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Service des archives économiques et financières

Localisation physique

Savigny-le-Temple (77)

Conditions d'accès

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

Modalités d'entrée

Versement du 24 décembre 1985 portant le référence PH 191/85.

Historique du producteur

La direction générale de la comptabilité publique procède de l'ancienne direction de la comptabilité générale (décret du 16 mai 1863, complété par le décret du 10 janvier 1913). Au plan local, les fonctions de receveur général des finances (recettes) et de payeur (dépenses) sont fusionnées pour donner naissance au trésorier-payeur général (décret du 21 novembre 1865). La répartition des missions entre les services réserve la préparation du budget de l'État au directeur général de la comptabilité publique, qui rédige le texte du projet de loi à soumettre aux délibérations du Conseil d'État et prépare le projet de loi du règlement définitif du budget de chaque exercice, ainsi que le compte définitif des recettes. Il concourt également, avec le directeur du mouvement général des fonds, à la surveillance de la gestion des comptables (arrêté du 16 décembre 1869). Le processus de règlement du contrôle de l'engagement de la dépense publique n'est effectif qu'à l'issue de la Première Guerre mondiale, via la création de la direction du budget et du contrôle financier, à partir du Bureau central et du budget de la comptabilité publique (1919) et la mise en œuvre du contrôle des dépenses

engagées (1922). Cette réorganisation fonctionnelle recentre la nouvelle direction de la comptabilité publique sur sa vocation comptable. Redevenue direction générale (décret du 2 novembre 1998), elle a vocation à assurer le pilotage du réseau du Trésor public. Dans sa fonction de caissier de l'État, elle exécute, avec certains services des directions générales des impôts, des douanes et des droits indirects, les ressources et les charges budgétaires de l'État (loi du 1er août 2001, art. 6 et 9). Elle élabore, en liaison avec la direction du budget les règles, les méthodes et les systèmes d'information, budgétaires et comptables de l'État, nécessaires à la mise en œuvre de la loi organique du 1er août 2001 (décret du 10 mars 2003, art 2). À partir du 1^{er} janvier 2007, la DGCP a des compétences en matière domaniale, à travers le Service France Domaine (décret n° 2006-1792 du 23 décembre 2006). Par l'intermédiaire du trésorier-payeur général de région, elle participe à la maîtrise de l'exécution des lois de finances, en assurant le contrôle financier auprès des autorités administratives déconcentrées, et en assistant le ministre chargé du budget dans la mise en œuvre des mesures destinées à prévenir une détérioration de l'équilibre budgétaire (décret du 27 janvier 2005). En 2008, la DGCP fusionne avec la direction générale des impôts en une direction générale des finances publiques (décret n° 2008-310 du 3 avril 2008).

Évaluation, tris et éliminations

Les doublons ont été éliminés.

Mode de classement

Thématique.

Présentation du contenu

Ce versement comporte des archives relatives à la modernisation de l'État ainsi qu'à la décentralisation pour la période 1968-1984. On y trouve tout d'abord le résultat des groupes de travail œuvrant, notamment, pour l'automatisation, la mécanisation et la simplification des pratiques administratives relatives à l'exécution des dépenses et des recettes de l'État. Cette évolution est à la fois au service de l'administration, des collectivités locales et des entreprises

La partie concernant la décentralisation traite, quant à elle, de la planification et de la répartition des compétences entre l'État et les collectivités locales ainsi que de l'aide apportée dans les départements aux entreprises en difficulté par le Comité national de liaison.

Ces relations croisées mettent en valeur également les compétences de conseil et d'expertise de la direction générale de la comptabilité publique.

Indexation

Comptabilité publique

Collectivité locale

Décentralisation

Gestion comptable

Entreprise en difficulté

B-0082946/1-B-0082955/1

Modernisation de l'État.

1968-1983

B-0082946/1

Organisation comptable de l'État, état des lieux : rapport au Premier ministre de M. Jean Dupont, président du Conseil national de la comptabilité et de M. Jean-Claude Pelissolo, chef de la mission à l'informatique, notes, annexes (1980) ; projet d'organisation comptable de l'État, séminaire du groupe de travail Merisse des 5,6 et 7 janvier 1981 : recueil préliminaire, programme, calendrier, notes, procès-verbaux, tableaux (1981).

1980-1981

B-0082947/1

Simplification des procédures d'octroi d'aides aux entreprises, groupe de travail interministériel Moreno : rapports, notes de la direction du Trésor, compte rendus de réunions interministérielles, correspondance, tableaux.

1979-1980

B-0082948/1

Système automatisé de gestion administrative (SAGA), élaboration d'un système intégré d'information et de contrôle de données relatives à l'exécution des dépenses de l'État : rapports sur l'analyse fonctionnelle, note de synthèse, comptes rendus de réunions, notes de la direction de la comptabilité publique et du secrétariat général du gouvernement, correspondance, tableaux.

1974-1976

B-0082949/1

Accélération des paiements publics, travaux du groupe interministériel pour l'accélération des paiements (GIAP) : rapport, notes, circulaires, instructions, enquête sur les délais de paiement dans les marchés publics, correspondance, presse (1968-1975) ; rapport de Robert Mérieux, conseiller-maître à la Cour des comptes, sur « La situation des paiements publics et sur les moyens de les améliorer » : notes du GIAP, commentaires (1976).

1968-1976

B-0082950/1 – B-0082950/5

Automatisation et mécanisation aux ministères de l'agriculture, des transports, des anciens combattants, de la coopération et de la justice.

1976-1983

B-0082950/1

Projet du Système d'aide à la gestion de l'information des directions départementales de l'agriculture (SAGGIDA) : notes de la direction de la comptabilité publique et de la direction générale de l'administration et du financement du ministère de l'agriculture.

1976-1980

B-0082950/2

Système informatique de comptabilité de gestion « MIMOSA » : notes entre la DGCP et le ministère des transports, tableaux, opérations financières fiches d'opération (1983) ; comptabilité des investissements du ministère des transports et comptabilité administrative du service technique de la navigation aérienne (projets SICI et SICASE) : notes, correspondance, analyse fonctionnelle du système informatique de comptabilité des investissements.

1980-1983

B-0082950/3

Comptabilité administrative informatisée en dépenses ordinaires au Secrétariat d'État auprès du ministre de la défense chargé des anciens combattants : étude préalable, analyse différentielle, notes, tableaux.

1982-1983

B-0082950/4

Automatisation de la comptabilité budgétaire au ministère de la coopération : compte rendu de la réunion du 2 juin 1980, notes.

1979-1980

B-0082950/5

Expérience de mécanisation des dépenses de matériel du ministère de la justice, essai d'automatisation de la comptabilité de certaines cours d'appel : notes, compte rendu de réunion.

1971-1972

B-0082951/1

Système d'information sur les organismes publics et les établissements administratifs, groupe de travail sur l'opération pilote interministérielle sur les données administratives, « équipements collectifs et établissements administratifs » journée d'études du 3 mars 1977 : notes de l'INSEE, programme, modèles de documents administratifs.

1977

B-0082951/2

Conseil national de la statistique (CNS) : rapport « Les productions statistiques de la direction de la comptabilité publique », « répertoire du système statistique français » (INSEE), rapport de la formation « Statistiques régionales et locales », notes, procès-verbal de réunion, documentation.

1979-1983

B-0082951/3

Analyses financières des collectivités locales, travaux du groupe de travail SPASM sur le guide d'analyse financier du receveur municipal : présentation schématique du budget, adaptation informatique, notes, commentaires recueillis auprès du groupe de travail.

1980

B-0082952/1 – B-0082955/1

Opération pilote ministérielle sur les données administratives (OPIDA).

1973-1978

B-0082952/1 – B-0082953/1

Comités de direction : comptes rendus, notes, tableaux, schémas.

1973-1978

B-0082952/1

1973-1976

B-0082953/1

1977-1978

B-0082954/1

Harmonisation des fichiers, étude pilote région Provence-Alpes-Côte-d'Azur : études notes tableaux ; fichiers régionaux d'équipements et services collectifs (FRESC) (1973-1976) : notes, procès-verbaux de réunions, tableaux (1977-1978).

1973-1978

B-0082955/1

Projet 1.3, « Introduction des identifiants de localisation dans les fichiers administratifs » : rapports, notes, tableaux, schémas (1973-1974) ; projet 2.1,

« Répertoire des équipements collectifs » : fichiers, notes, tableaux (1974-1976) ; projet 4 « Gestion municipale et études urbaines » : bordereaux, rapports, fiches techniques (194-1976).

1973-1976

B-0082956/1 – B-0082973/1

Décentralisation et déconcentration.

1972-1984

B-0082956/1

Répartition des compétences entre l'État et les collectivités locales : projet de loi portant transfert de compétences entre l'État et les communes, les départements et les régions, notes de la direction de la comptabilité publique, de la direction du budget, du ministère de l'intérieur, tableaux, correspondance.

1981-1983

B-0082957/1

Problèmes posés par la déconcentration : rapports des groupes de travail, bilan statistique, comptes rendus de réunions, notes, tableaux (1978-1983) ; droits et libertés des collectivités locales : textes, comptes rendus et relevés de décision du secrétariat général du gouvernement (1978-1983) ; transfert de compétences en matière de prestations sociales : notes d'information à destination des élus locaux (1983-1984).

1978-1984

B-0082958/1 – B-0082960/1

Finances locales, VII^{ème} et VIII^{ème} plans.

1973-1980

B-0082958/1

Groupe « Finances plan », répartition des tâches pour le rapport : rapport du plan, rapport d'étape, notes (1973-1974) ; Plan intérimaire de deux ans pour 1981 et 1982 : enquête « Rocard », textes (1981-1982).

1973-1982

B-0082959/1

Préparation du VII^{ème} plan (1976-1980) : rapport « consultation régionale sur les équipements collectifs » par le Commissariat général du plan, rapport d'exécution du VII^{ème} plan, notes, documentation (1975-1976) ; refonte de l'instruction n°79-55 M du 23 avril 1979 sur la comptabilité des collectivités et établissements locaux : projets, instructions, notes (1975-1978).

1975-1980

B-0082960/1

Préparation du VIII^{ème} plan, groupe de travail finances locales, modèle administration et prestations sociales : projets, rapports, textes, notes, tableaux.

1977-1980

B-0082961/1 – B-0082972/1

Comité national de liaison (CNL), aides aux entreprises en difficulté.

1972-1979

B-0082961/1 – B-0082971/1

Notes d'ensemble des entreprises par la trésorerie générale du département, demande de prêt au FDES par le Trésorier-Payeur-Général au service des études et de la coordination de la direction de la comptabilité publique.

1972-1979

B-0082961/1

Départements n° 1 à 10.

1972-1979

| | | |
|--------------------|-------------------------|-----------|
| B-0082962/1 | Départements n° 11 à 20 | 1972-1979 |
| B-0082963/1 | Départements n° 21 à 30 | 1972-1979 |
| B-0082964/1 | Départements n° 31 à 33 | 1972-1979 |
| B-0082965/1 | Départements n° 34 à 40 | 1972-1979 |
| B-0082966/1 | Départements n° 42 à 53 | 1972-1979 |
| B-0082967/1 | Départements n° 54 à 60 | 1972-1979 |
| B-0082968/1 | Départements n° 61 à 70 | 1972-1979 |
| B-0082969/1 | Départements n° 71 à 75 | 1972-1979 |
| B-0082970/1 | Départements n° 76 à 85 | 1972-1979 |
| B-0082971/1 | Départements n° 86 à 95 | 1972-1979 |
| B-0082972/1 | Procès-verbaux du CNL. | 1974-1979 |